

AVRIL 2017  
n°260

## SOMMAIRE

Pages 1 à 2 :

IR 2016 et ISF 2017 :  
le calendrier

Pages 2 à 3 :  
Elections présidentielles : le programme  
fiscal et patrimonial  
des candidats

Page 4 :

Panorama des  
marchés financiers et  
chiffres clés

## IR 2016 ET ISF 2017 : LE CALENDRIER

**A**vant d'aborder l'agenda fiscal proprement dit, rappelons que les contribuables disposant d'un **accès à internet et dont le revenu fiscal de référence 2015 excède 28 000 € ont l'obligation de déclarer leurs revenus en ligne** ! Pour mémoire, le revenu fiscal de référence 2015 figure sur l'avis d'impôt 2016 (reçu en septembre 2016). Le non-respect de cette obligation de télédéclaration est assorti **d'une amende forfaitaire de 15 € par déclaration ou annexe**. Le paiement de cette amende n'intervient qu'à compter de la deuxième année au cours de laquelle un manquement est constaté. Autrement dit, il est préférable, pour les contribuables qui étaient déjà dans l'obligation de déclarer en ligne l'année dernière mais qui ne l'ont pas fait, de s'y soumettre cette année en vue d'éviter une amende.

**Concernant l'impôt sur le revenu**, le calendrier fiscal est le suivant :

- **Mi-avril** : envoi des imprimés de déclaration de revenus et ouverture du portail de déclaration par internet.
- **Mercredi 17 mai** : date limite de dépôt de la déclaration d'ensemble des revenus de 2016 et des déclarations annexes **papers**.
- **Mardi 23 mai** : date limite de déclaration en ligne pour les départements 01 à 19.
- **Mardi 30 mai** : date limite de déclaration en ligne pour les départements 20 à 49 plus la Corse.
- **Mardi 6 juin** : date limite de déclaration en ligne pour les départements 50 à 974/976.

Les non-résidents sont soumis aux dates du 17 mai ou du 23 mai selon le mode de dépôt.

**Les déclarations professionnelles (imprimés 2035 et 2031) ainsi que les déclarations de SCI (imprimé 2072) doivent, quant à elles, être déposées pour le mercredi 3 mai 2017 au plus tard.**

**Concernant l'ISF, rappelons que le mode déclaratif diffère selon la valeur du patrimoine. Il en résulte que :**

- **Les contribuables dont le patrimoine taxable est inférieur à 2 570 000 € sont soumis à une procédure allégée** puisqu'il leur suffit de reporter sur la déclaration des revenus (imprimé 2042 C) le montant du patrimoine brut et net. **La date de dépôt est donc équivalente à celle de l'impôt sur le revenu, soit le 17 mai ou le 6 juin en cas de déclaration en ligne (départements 50 à 976).** Aucun justificatif ne doit être joint et le paiement de l'ISF s'opérera, comme pour l'impôt sur le revenu, après l'émission d'un avis d'imposition vers le 15 septembre 2017.
- **Les contribuables dont le patrimoine est supérieur à 2 570 000 € sont tenus de déposer une déclaration ISF détaillée pour le 15 juin 2017 au plus tard.** Cette déclaration doit comporter les justificatifs des dettes déduites au passif et des éventuelles réductions d'ISF réalisées. Le paiement de l'impôt s'opère de manière spontanée en même temps que le dépôt de la déclaration.

**Le seuil d'imposition restant fixé à 1,3 M€, les contribuables dont le patrimoine net est inférieur à 1,3 M€ ne sont pas concernés par l'ISF.**

En raison de l'absence de revalorisation, les tranches du barème ISF restent identiques à celles de 2016 et se déclinent comme suit :

Fraction de la valeur du patrimoine	Taux	Formule de calcul des droits
De 0 à 800 000 €	0,00 %	Patrimoine x 0
De 800 000 € à 1 300 000 €	0,50 %	(Patrimoine x 0,005) - 4 000 €
De 1 300 000 € à 2 570 000 €	0,70 %	(Patrimoine x 0,007) - 6 600 €
De 2 570 000 € à 5 000 000 €	1,00 %	(Patrimoine x 0,01) - 14 310 €
De 5 000 000 € à 10 000 000 €	1,25 %	(Patrimoine x 0,0125) - 26 810 €
Au-delà de 10 000 000 €	1,50 %	(Patrimoine x 0,015) - 51 810 €

La formule de calcul des droits reprise ci-contre permet de déterminer le montant de manière directe. Ainsi, dans le cas d'un patrimoine taxable de 2 000 000 €, le montant de l'ISF à payer ressort à 7 400 € ((2 000 000 € x 0,007) – 6 600 €). Pour un patrimoine de 4 000 000 €, l'impôt à acquitter est de 25 690 € ((4 000 000 € x 0,01) – 14 310 €).

Afin de limiter les effets de seuil liés à l'application du barème (taxation dès 800 000 € pour un seuil d'imposition de 1 300 000 €), les contribuables dont le patrimoine est compris entre 1 300 000 € et 1 400 000 € bénéficient d'une décote. Celle-ci est calculée comme suit : 17 500 € - 1,25 % de la valeur du patrimoine. Ainsi, un contribuable dont le patrimoine est fixé à 1 300 000 € aura un ISF limité à 1 250 € et à 2 225 € si son patrimoine se monte à 1 350 000 €.

**Aucune modification n'est à signaler en matière de réductions d'ISF tant pour les dons que pour l'investissement au capital des PME.** En conséquence, le plafond global reste fixé à 45 000 € pour les dons ou les investissements en direct dans les PME et à 18 000 € pour les souscriptions au titre des FIP et des FCPI. Les taux de réductions d'impôt demeurent également inchangés, à savoir 75 % en matière de dons et 50 % pour les investissements dans les PME. Autrement dit, pour bénéficier d'une réduction d'ISF de 15 000 €, le contribuable peut réaliser soit 20 000 € de dons, soit des investissements en titres de PME (en direct ou en FCPI/FIP) à concurrence de 30 000 € ou un panachage des deux.

**Dans notre prochaine lettre, nous détaillerons les solutions que nous préconisons en matière d'investissements PME en vue de réduire ou d'annuler l'ISF à payer au titre de cette année. Notre sélection offrira notamment une gestion profilée adaptable en fonction du degré de risque de chacun.**

## ELECTIONS PRESIDENTIELLES : LE PROGRAMME FISCAL ET PATRIMONIAL DES CANDIDATS

A quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, il est intéressant de mettre en lumière les propositions patrimoniales et fiscales des cinq principaux candidats. S'agissant de promesses de campagne, celles-ci ne seront pas toutes appliquées. Cela permet néanmoins d'avoir une idée des orientations à venir dans les prochains mois selon le candidat élu. Il est à noter que les programmes de certains candidats ne font pas dans la demi-mesure en instaurant notamment une **taxation à 100 % des revenus au-delà de 400 000 € par an !**

Propositions	Jean-Luc MELENCHON	Benoît HAMON	Emmanuel MACRON	François FILLON	Marine LE PEN
<b>Prélèvement de l'impôt à la source</b>	Supprimé.	Maintenu.	Repoussé en 2019.	Supprimé.	Supprimé.
<b>Barème de l'impôt sur le revenu</b>	Individualisation du barème.  Barème à 14 tranches avec une confiscation totale des revenus au-delà de 400 000 € par an.  Fusion de l'IR et des prélèvements sociaux.	Individualisation du barème.  Augmentation du barème à 10 tranches.  Fusion de l'IR et des prélèvements sociaux.	Inchangé mais ajout d'une option d'individualisation de l'impôt sur le revenu.	Inchangé.	Baisse de 10% de l'impôt sur les trois premières tranches.  Rétablissement de la demi-part des veufs et veuves.  Défiscalisation de la majoration des pensions de retraite pour familles nombreuses.
<b>Quotient familial</b>	Remplacé par un crédit d'impôt par enfant.	Inchangé.	Inchangé.	Relèvement du plafond du quotient familial à 3 000 €.	Relèvement du plafond du quotient familial à 2 336 €.
<b>Réductions d'impôt</b>	Suppression des niches fiscales injustes, inefficaces socialement ou écologiquement nuisibles.  Suppression immédiate des aides fiscales à l'investissement locatif privé.	Crédit d'impôt de 50% pour les travaux d'adaptation des logements au vieillissement.	Modification du crédit d'impôt transition énergétique en prime immédiate versée au moment de la réalisation des travaux.	Investissements dans les PME ouvrant droit à réduction d'impôt à hauteur de 30% dans la limite de 1 M€ de versement.	Non précisé.

Propositions	Jean-Luc MELENCHON	Benoît HAMON	Emmanuel MACRON	François FILLON	Marine LE PEN
<b>Fiscalité des revenus du travail</b>	Inchangée.	Inchangée.	Défiscalisation des heures supplémentaires.	Inchangée.	Défiscalisation des heures supplémentaires.
<b>Fiscalité des revenus du patrimoine</b>	Intégration des revenus tirés de la vente des œuvres d'art au barème de l'IR.	Inchangée.	Prélèvement forfaitaire de 30% (prélèvements sociaux inclus) y compris pour l'assurance vie de plus de 8 ans.	Prélèvement forfaitaire de 30% (prélèvements sociaux inclus) à l'exception de l'assurance vie de plus de 8 ans.	Inchangée.
<b>Produits d'épargne</b>	Maintien du régime actuel de l'assurance vie aux seuls fonds investis en France.	Non précisé.	Création de nouveaux véhicules d'épargne afin d'orienter l'épargne vers le financement des entreprises.	Doublement du plafond de versement des PEA-PME.	Non précisé.
<b>Plus-values mobilières</b>	Non précisé.	Inchangées.	Prélèvement forfaitaire de 30% (prélèvements sociaux inclus).	Prélèvement forfaitaire de 30% (prélèvements sociaux inclus).	Exonération totale des plus-values sur les titres de PME au-delà de 7 ans de détention.
<b>Plus-values immobilières</b>	Suppression des abattements liés à la durée de détention.	Inchangées.	Inchangées.	Seuil d'exonération porté à 22 ans au lieu de 30 ans.	Inchangées.
<b>Impôts fonciers et habitation</b>	Exonération de la taxe foncière pour les logements sociaux.	Suppression de la taxe foncière suite à son intégration à la taxe unique sur le patrimoine.	Exonération de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages.	Inchangés.	Taxe d'habitation progressive en fonction des revenus. Révision des bases d'imposition de la taxe foncière.
<b>Frais sur les acquisitions immobilières</b>	Inchangés.	Inchangés	Inchangés	Inchangés	Réduction des droits de 10%.
<b>ISF</b>	Durcissement du barème. Intégration des œuvres d'art dans la base ISF.	Instauration d'une taxe unique sur la valeur du patrimoine net comprise entre 0,20% à 1,50 %.	Allègement au profit d'un ISF limité aux biens immobiliers.	Suppression totale à partir de 2018.	Inchangé.
<b>Droits de donation et de succession</b>	Augmentation des droits sur les gros patrimoines. Création d'un héritage maximum pour les fortunes excédant 33 M€.	Non précisé.	Inchangés.	Réduction du délai nécessaire entre 2 donations de 15 ans à 10 ans afin de régénérer les abattements en vigueur. Réduction des droits de donation en fonction de l'âge du donateur. Paiement des droits de succession sur les PME décalé au moment de la cession effective de l'entreprise.	Transmission en franchise d'impôt à hauteur de 100 000 € par parent par enfant par période de cinq ans. Donation des grands-parents aux petits-enfants en franchise d'impôt à hauteur de 50 000 € par période de cinq ans.
<b>Prélèvements sociaux</b>	Inclus dans le barème de l'impôt sur le revenu.	Inclus dans le barème de l'impôt sur le revenu.	Relevés de 1,70 point pour atteindre 17,20%.	Inchangés à 15,50%.	Inchangés à 15,50%.
<b>TVA</b>	Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Augmentation du taux de TVA sur les produits de luxe.	TVA modulée selon l'empreinte environnementale des produits. TVA réduite sur les produits bios.	Inchangée.	Hausse de 2 points du taux normal qui sera porté de 20% à 22%.	Inchangée.
<b>IS</b>	Instauration d'un taux réduit si les bénéfices sont réinvestis et d'un taux plein si les bénéfices sont distribués.	Imposition modulée selon l'affectation des bénéfices.	Abaissé à 25%.	Abaissé à 25%.	Abaissé à 24%.
<b>Temps de travail hebdomadaire</b>	32 heures avec 6 semaines de congés payés.	Inférieur à 35 heures.	Maintien des 35 heures mais avec davantage de flexibilité.	Retour aux 39 heures.	Maintien des 35 heures.
<b>Age de départ à la retraite</b>	Abaissé à 60 ans.	Abaissé à 60 ans.	Maintenu à 62 ans.	Repoussé à 65 ans.	Maintenu à 62 ans.

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 mars 2017

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 122,51	5,43%	5,35%	16,21%	48,37%
PARIS (CAC Mid&Small)	12 795,79	5,63%	8,00%	37,51%	97,78%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 992,21	5,25%	5,92%	18,41%	54,75%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 500,93	5,46%	6,39%	11,17%	39,36%
NEW YORK (Dow Jones)	20 663,22	-0,72%	4,56%	26,60%	59,54%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	5 911,74	1,48%	9,82%	37,22%	99,26%
FRANCFORT (Dax Xetra)	12 312,87	4,04%	7,25%	27,04%	79,59%
LONDRES (FTSE 100)	7 322,92	0,82%	2,52%	7,54%	24,72%
TOKYO (Nikkei 225)	18 909,26	-1,10%	-1,07%	27,41%	94,47%
MONDE (Msci World) en Euros	180,32	0,33%	4,93%	41,32%	69,14%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,36%	-0,47%	0,08%	0,95%	1,65%
ETATS-UNIS	0,95%	1,29%	1,97%	2,38%	2,75%
ROYAUME-UNI	0,66%	0,15%	0,53%	1,18%	1,66%
JAPON	0,18%	-0,27%	-0,16%	0,04%	0,61%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	37 840 €	-0,34%	7,04%	22,06%	-11,77%
NAPOLEON	224,90 €	0,63%	6,39%	12,51%	-11,18%
EURO / DOLLAR	\$ 1,0692	0,71%	1,53%	-22,59%	-20,46%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8526	-0,23%	-0,21%	3,18%	1,03%
EURO / 100 YENS	¥ 119,04	0,26%	-3,21%	-15,35%	10,31%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,0697	0,54%	-0,22%	-11,98%	-11,24%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 mars 2017

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 222,58 milliards d'euros au 4ème trimestre 2016
DEFICIT PUBLIC 2016	75,9 milliards d'euros soit 3,4 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2016	2 147,20 milliards d'euros soit 96 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,40 % au 4ème trimestre 2016
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 1,00 % en janvier 2017
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	- 0,80 % en février 2017
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 269 euros par mois à compter du 01/01/2017
SMIC (BRUT)	9,76 € au 01/01/2017 soit 1 480,27 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 1,20 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 0,46 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,18 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,00 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)